



L'initiative polonaise des Trois Mers. Quel en est l'enjeu géopolitique ?

Par [F. William Engdahl](#)

Mondialisation.ca, 21 décembre 2017

Région : [États-Unis](#), [Europe](#)

Thème: [Économie](#), [Pétrole](#), [Gaz de schiste](#),
[Énergie](#)

L'initiative polonaise des Trois Mers est une tentative géopolitique à peine voilée de contrer l'influence de la Russie, à l'est, et de l'Allemagne, à l'ouest. Des comparaisons avec le malheureux Intermarium polonais, à la fin de la Première Guerre mondiale, me viennent à l'esprit, non sans raison. À la suite de cette guerre, le dirigeant polonais Josef Pilsudski a tenté de créer une union des États situés entre la mer Noire et la Baltique pour s'opposer à la fois à l'empire soviétique russe et allemand, union connue sous le nom d'Intermarium. Si nous superposons la géographie des États des différentes configurations de l'Intermarium à celle de l'initiative des Trois Mers contemporaine, nous découvrons alors une forte ressemblance entre les deux, c'est-à-dire une sorte de ligne de démarcation entre l'Allemagne à l'ouest et la Fédération de Russie à l'est. Mais les similitudes ne s'arrêtent pas là.

L'Initiative des Trois Mers a officiellement débuté à Dubrovnik en août 2016 et compte douze États d'Europe centrale et orientale parmi ses membres. Les pays membres couvrent l'espace entre la Baltique, l'Adriatique et la mer Noire, d'où le nom. Outre la Pologne et la Croatie, les membres comprennent actuellement l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la République tchèque, la Slovaquie, l'Autriche, la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie et la Slovénie. Sa deuxième réunion à Varsovie en juillet 2017 a été suivie par le président américain Trump, qui a donné au groupe son imprimatur.

La question est de savoir quels sont les facteurs politiques ou économiques qui sous-tendent cette initiative polonaise des trois mers. Si nous regardons de plus près son orientation initiale basée sur l'énergie, les choses deviennent plus claires.



En jaune, les pays participant à l'initiative des Trois mers

Le gaz de schiste étasunien

Le 6 juillet 2017, en route pour le Sommet du G20 de Hambourg, le président américain Donald Trump s'est rendu à Varsovie pour participer à la deuxième réunion pour le projet des Trois mers, un projet proposé publiquement par le président polonais Andrzej Duda.

Alors que les deux principaux acteurs, la Pologne et la Croatie, insistent sur le fait que l'Initiative des Trois Mers n'est pas du tout géopolitique, mais plutôt un forum pour mieux intégrer les projets d'infrastructures communes nord-sud dans les nouveaux États de l'UE d'Europe centrale, il est évident que c'est plutôt l'inverse, c'est surtout de la géopolitique. Le véritable moteur de l'initiative, Washington, est clairement opposé au gazoduc germano-russe passant sous la Baltique, le North Stream II. La Pologne, pour sa part, risque de perdre des redevances de transit du gaz, car les routes de transit actuelles du gaz russe passant par l'Ukraine et la Pologne seraient progressivement supprimées, mais ce n'est pas le principal facteur. Pour l'Allemagne et pour la Russie, depuis le coup d'État de Kiev de février 2014 fait à l'initiative des États-Unis et qui a provoqué la rupture des liens entre l'Ukraine et la Russie, le transit du gaz russe par l'Ukraine reste une question extrêmement explosive et incertaine.

En juillet, à Varsovie, Trump [a déclaré](#) à son auditoire : « *Nous nous engageons à garantir votre accès à des sources d'énergie différentes, afin que la Pologne et ses voisins ne soient plus jamais pris en otage par un seul fournisseur d'énergie.* » Ces remarques sont une gifle assez visible adressée à Moscou alors que Washington a prétendu en 2008, à tort, que Gazprom avait coupé les approvisionnements en gaz via l'Ukraine aux consommateurs d'Europe occidentale, ce que Moscou a nié avec véhémence, affirmant que cela avait été

fait par l'Ukraine, avec le soutien quasi certain de Washington. Pendant les pires tensions de la guerre froide, Moscou n'a jamais perturbé les livraisons de gaz à l'Europe. Elle n'avait aucune raison de le faire en 2008, bien au contraire. Toutefois, le président Viktor Iouchtchenko, soutenu par les États-Unis, l'a fait.

Un centre gazier polonais

De son côté, la Pologne rêve d'utiliser l'Initiative des Trois Mers pour faire de la Pologne un nouveau centre gazier européen, en important du gaz naturel liquéfié (GNL) des États-Unis.

Mais expédier du gaz par méthanier est un processus coûteux. Cela nécessite la construction de terminaux spéciaux tant au port d'origine qu'au port de destination. Le gaz doit d'abord être transformé en liquide froid à environ -260°F, puis transporté dans des citernes spéciales. À destination, un terminal méthanier spécial similaire est nécessaire où le gaz peut à nouveau passer de l'état liquide à l'état gazeux pour la consommation finale. Tout cela est assez coûteux par rapport aux gazoducs.

En revanche, la Russie livre aujourd'hui la majeure partie de son gaz par gazoduc au marché de l'UE. Le coût du gaz russe, en raison de ce facteur, et d'autres, est nettement inférieur. Pour la Pologne, cela ne semble pas avoir d'importance. Elle rêve de remplacer l'Ukraine en tant que place de transit du gaz russe vers l'UE et d'importer du gaz de Norvège, du gaz naturel liquéfié (GNL) des États-Unis et peut-être même du gaz du Qatar, si Washington ne perturbe pas ce projet par les sanctions saoudiennes.

Fin juin 2017, le nouveau terminal méthanier polonais de Swinoujscie, sur la mer Baltique, a reçu le premier envoi de GNL étasunien, en provenance du terminal texan de Cheniere Energy, actuellement le seul terminal méthanier américain destiné à l'exportation de GNL. Lors de la visite de Trump, le président polonais a clairement indiqué qu'il souhaitait conclure des contrats à long terme avec des fournisseurs de GNL américains, pour finalement exporter vers les autres pays de l'Initiative des Trois Mers, à la place du gaz russe transitant par l'Ukraine. Dans ce processus, la Pologne rêve de remplacer la Russie comme fournisseur de gaz de l'Ukraine.

Commentant le souhait polonais, Trump a déclaré que « *encore bien plus* » de GNL étasunien arrivera en Pologne, mais a ajouté que le prix pourrait augmenter. « *Peut-être que le prix aura un peu augmenté, mais c'est normal, les négociations sont difficiles*, a déclaré Trump à son public, à Varsovie. *Nous sommes assis sur une grande quantité d'énergie, nous sommes maintenant des exportateurs d'énergie. Chaque fois que vous avez besoin d'énergie, appelez-nous.* » Des négociations difficiles, c'est sûr.

La Pologne est en train de mettre en place sa stratégie pour devenir le nouveau centre énergétique de l'Europe centrale et remplacer le gaz russe. C'est là le cœur de son projet des Trois Mers. Le nouveau terminal GNL, qui a coûté 1 milliard de dollars, peut recevoir 5 milliards de mètres cubes de gaz par an, soit environ un tiers de la consommation annuelle polonaise en gaz. La Pologne envisage de doubler ce chiffre.

Mais ce n'est là que la première partie d'une stratégie de l'OTAN visant à expulser le gaz russe des marchés de l'UE. La stratégie préconise de faire de la Pologne une plaque tournante du gaz naturel pour l'Europe centrale en reliant la Pologne à la Lituanie, l'Ukraine, la Slovaquie et la République tchèque par des interconnexions.

Bloquer le North Stream II

L'initiative polonaise des Trois Mers pour l'importation de GNL américain est à la fois une stratégie adoptée pour contrer l'influence allemande sur les marchés européens de l'énergie et contrer la Russie en tant que principal fournisseur d'énergie. Il n'est pas étonnant, compte tenu des ambitions de la Pologne en matière de plates-formes gazières, que le pays prenne cette initiative en essayant de bloquer le gazoduc germano-russe North Stream II qui passe sous la Baltique.

Le 1^{er} novembre, Krzysztof Szczerski, chef de la Chancellerie du Président de Pologne, [a annoncé](#) que le gouvernement polonais fera tout son possible pour bloquer le North Stream II. « *Nous devons être conscients du problème que pose le North Stream II, de l'ampleur des intérêts auxquels nous sommes confrontés, a-t-il déclaré. Il s'agit des intérêts de deux grands États [c'est-à-dire l'Allemagne et la Russie, NdA], qui vont débloquent des ressources importantes pour la mise en œuvre de ce projet. North Stream II n'est pas un projet anodin, mais une base de leur intérêt national. Simultanément, il a un caractère profondément anti-européen. [sic!]* »

Bloquer le North Stream II est également une des priorités de Washington. En juin 2017, le Congrès américain a voté et le Président Trump a promulgué de nouvelles sanctions contre la Russie qui, entre autres objectifs, visaient explicitement l'investissement dans le North Stream II. Ces dernières sanctions économiques étasuniennes à l'encontre de la Russie visent directement les entreprises impliquées dans le soutien à l'expansion du gazoduc germano-russe North Stream II, qui passe par la Baltique sans passer par la Pologne. Si elles étaient activées par le président américain, cela imposerait des sanctions économiques sévères aux entreprises de l'UE impliquées dans des projets énergétiques avec la Russie, dont le North Stream II.

Les gouvernements allemand et autrichien se sont immédiatement opposés, et avec véhémence, aux dernières sanctions américaines pour des raisons évidentes. Le 15 juin, les ministres allemand et autrichien des Affaires étrangères ont publié une déclaration commune inhabituellement critique à l'égard des États-Unis. Ils ont déclaré en termes très forts : « *L'approvisionnement énergétique de l'Europe est une question qui concerne l'Europe et non les États-Unis d'Amérique. Nous ne pouvons pas accepter la menace de sanctions extraterritoriales illégales à l'encontre des entreprises européennes qui participent au développement de l'approvisionnement énergétique européen* » a déclaré l'Autriche lors de sa prestation à l'Initiative des Trois Mers, le 6 juillet dernier, pour marquer sa désapprobation à l'égard des pourparlers américains sur le gaz.

Le gaz naturel liquéfié (GNL) étasunien, coûteux pour la Pologne

Le 21 novembre 2017, la société d'État polonaise de gaz naturel PGNiG a signé la première partie de son accord de livraison de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance des États-Unis, dans le cadre de sa tentative de réduction de sa dépendance aux approvisionnements russes. PGNiG a indiqué que dans le cadre de l'accord signé avec Centrica LNG Co., un groupe énergétique anglo-américain, elle recevra neuf expéditions de GNL entre 2018 et 2022. La société n'a pas révélé les volumes ni les prix convenus dans le cadre du contrat. Des indices commerciaux montrent que le gouvernement polonais paye un prix énorme pour sa russophobie.

[Les estimations](#) de Gazprom suggèrent que la Pologne devra payer, pour l'hiver 2017-2018,

environ \$265 à \$295 /1.000 mètres cubes. Le gaz russe acheminé par gazoduc est livré à un prix moyen de 190 \$/1 000 m³. Si ces chiffres sont exacts, cela montre que la Pologne est prête à payer jusqu' à 50 % de plus pour ses livraisons de GNL étasunien. La livraison de ce GNL à d'autres pays partenaires de l'Initiative des Trois Mers implique des prix encore plus élevés pour l'Europe centrale.

De nouvelles lignes de fractures importantes sont en cours de développement au sein de l'UE dans le domaine de l'énergie, explicitement l'énergie à base de gaz naturel. D'un côté, on observe un axe entre l'Allemagne, l'Autriche, la France et d'autres États de l'UE, qui tiennent aux principaux approvisionnements en gaz russe. Émerge maintenant clairement un axe opposé, réunissant la Pologne et les États-Unis.

Le rôle de l'Atlantic Council

Pour Washington, l'initiative polonaise des Trois Mers est une situation gagnant-gagnant. Cela ne devrait pas nous surprendre si l'on considère que le groupe de réflexion atlantiste, l'Atlantic Council, joue un rôle déterminant dans la formation de cette initiative polonaise.

La nomination de l'ancien PDG d'ExxonMobil, Rex Tillerson, au poste de Secrétaire d'État n'est pas un hasard. Elle s'inscrit dans le cadre d'une stratégie à plus long terme de Washington visant à faire des États-Unis, en particulier grâce à l'exploitation récente de gaz de schistes et des schistes bitumineux non conventionnels, la principale puissance énergétique mondiale. Les actions américaines en Syrie et avec l'Arabie saoudite contre l'Iran et le Qatar s'inscrivent dans cette stratégie. L'élimination ou la réduction brutale des exportations de GNL du Qatar, y compris vers la Pologne, devrait profiter aux fournisseurs de gaz américains.

L'une des raisons des sanctions saoudiennes à l'encontre du Qatar, imposées à la suite de la réunion de Trump, le 21 mai à Riyad, pour discuter de la création d'une *OTAN arabe*, n'avait pas grand-chose à voir avec les allégations selon lesquelles le Qatar soutenait les Frères musulmans, ce qui est vrai. De son côté, l'Arabie saoudite a dépensé des milliards de dollars pour soutenir chaque groupe terroriste en Syrie, depuis al-Qaïda lié au Front al-Nusra jusqu'à État islamique, dans son effort de déloger Bachar al-Assad. Le véritable problème pour l'embargo saoudien du Qatar, appuyé par les États-Unis, tient au fait que le Qatar avait entamé des négociations secrètes avec l'Iran sur le développement conjoint de leurs champs gaziers partagés du golfe Persique, le plus important au monde. Si la coopération entre le Qatar et l'Iran se concrétisait, avec Bachar al-Assad au pouvoir après l'intervention de la Russie en Syrie, cela changerait la géopolitique énergétique mondiale en faveur de la Russie et contre [les intérêts étasuniens](#).

En réalité, le blocus du Qatar par les Saoudiens ne vise pas à arrêter les terroristes radicaux. Il vise à maintenir le gaz iranien et qatari, et potentiellement syrien, hors du marché d'approvisionnement en gaz de l'UE, qui devrait devenir le plus grand consommateur de gaz au monde dans les années à venir. Pour Washington, la Pologne et son Initiative des Trois Mers ne sont qu'un pion dans un jeu géopolitique plus vaste.

La création du coûteux terminal méthanier polonais et sa stratégie visant à devenir une plaque tournante européenne du gaz via l'Initiative des Trois Mers ne sont pas des idées nées à Varsovie. Elles viennent de Washington, plus précisément des stratégies géopolitiques de l'Atlantic Council. Ce groupe de réflexion, créé par Washington au plus fort de la guerre froide et financé par le Pentagone et les services de renseignement américains,

joue aujourd'hui un rôle important dans les décisions politiques de l'OTAN. Les donateurs officiels sont le Département de l'armée de l'air des États-Unis, le Département de l'armée de terre, le Département de la marine et le National Intelligence Council. Le Département d'État américain et le Département de l'Énergie des États-Unis contribuent également à financer ce groupe, ainsi que [l'OTAN elle-même](#).

En avril 2017, l'Atlantic Council a [tenu une conférence](#) à Istanbul sur la stratégie des Trois Mers. Le thème de la conférence était « *Faire de l'Initiative des Trois Mers une priorité pour l'avenir* » et le discours d'ouverture a été prononcé par le général James L. Jones, président de l'Atlantic Council, et ancien conseiller à la Sécurité nationale d'Obama. Ce groupe était également présent à Varsovie, en juillet à l'occasion de la visite de Trump à la réunion pour l'Initiative des Trois Mers.

Dans son discours d'avril sur cette initiative, Jones a déclaré : « *Il s'agit d'un projet véritablement transatlantique qui a des ramifications géopolitiques, géostratégiques et géo-économiques énormes.* » Il a aussi confirmé que l'Initiative des Trois Mers avait pour but de « *soulager le secteur européen de l'énergie de la forte pression du Kremlin* » et qu'il s'était entretenu avec M. Tillerson sur l'importance de soutenir l'initiative des Trois mers : « *Il comprend. Il en comprend l'intérêt stratégique ; il en comprend l'intérêt économique* », a [fait remarquer](#) Jones.

Une autre initiative montre les limites des Trois mers

Le 27 novembre, un forum assez différent s'est réuni, accueilli par un pays membre de l'Initiative des Trois Mers. Le sommet Chine-Europe centrale et orientale à Budapest, accueilli par le Premier ministre Viktor Orban, a réuni les 12 membres de l'Initiative des Trois Mers, ainsi que la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine et l'Albanie. Les pays de l'Europe centrale et orientale ont discuté de la participation de la Chine à l'immense infrastructure chinoise *One Belt, One Road* pour accroître les flux commerciaux entre l'Europe et l'Eurasie. Ils ont discuté de la création de nouveaux fonds d'infrastructure, de coopération monétaire et [bien plus encore](#). Cela contraste fortement avec le projet de l'Initiative des Trois Mers de dépenser des milliards de dollars dans des projets de gaz de schistes américains risqués, tout en s'aliénant davantage la Russie et l'Allemagne.

Le contraste entre le sommet Chine-CEE et l'Initiative des Trois Mers ne saurait être plus frappant. Il montre les lignes de faille géopolitiques du projet que Washington est en mesure d'offrir à ses alliés européens de l'OTAN aujourd'hui, d'un très faible intérêt, contrairement à celui de se joindre à la Chine et à la Russie pour construire une nouvelle infrastructure eurasiatique en direction de l'Europe.

F. William Engdahl

Article original en anglais :



[The Geopolitics of Poland's "Three Seas Initiative"](#), 8 décembre 2017.

Traduit par Wayan, relu par Cat pour [le Saker Francophone](#).

Articles Par : [F. William Engdahl](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca